

Parti Québécois

États financiers
Au 31 décembre 2022

Accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du
Parti Québécois,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du **PARTI QUÉBÉCOIS** (Parti), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Parti au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Parti conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Budget

Le budget a été préparé par le Parti sur la base d'hypothèses comptables et financières; conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ce budget.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Parti à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Parti ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Parti.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Parti;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Parti à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Parti à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*¹

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Québec, Canada

Le 16 juin 2023

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A139309

Parti Québécois

BILAN

Au 31 décembre

2022

2021

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Encaisse	1 511 817 \$	528 624 \$
Créances (note 3)	850 254	63 175
Frais payés d'avance	15 331	345

2 377 402 592 144

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)

1 424 5 595

ACTIFS INCORPORELS (note 5)

19 480 27 828

DÉPÔT DE LOYER, échéant en février 2030

20 000 20 000

2 418 306 \$ 645 567 \$

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Dettes de fonctionnement (note 7) 163 800 \$ 174 180 \$

INDEMNITÉS DE DÉPART (note 10)

58 745 57 929

AVANTAGE INCITATIF REPORTÉ

42 728 48 690

265 273 280 799

ACTIF NET

Investi en immobilisations corporelles et actifs incorporels 20 904 33 423

Non affecté 2 132 129 331 345

2 153 033 364 768

2 418 306 \$ 645 567 \$

ENGAGEMENTS (note 11)

Approuvé :

Original signé

_____, représentant officiel

Parti Québécois

ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

2022

2021

	Budget	Total	Total
PRODUITS			
Campagnes de financement et d'adhésion	1 000 000 \$	1 873 644 \$	690 742 \$
Allocation du Directeur général des élections (note 9)	3 925 818	4 420 997	2 004 556
Autres produits (annexe A)	60 000	225 448	42 412
	4 985 818	6 520 089	2 737 710
TRANSFERTS AUX INSTANCES DU PARTI			
Transfert à l'agent officiel du Parti - élections 2022	2 888 050	2 157 316	-
Transferts aux circonscriptions	100 000	56 244	-
Aide aux instances et élections partielles	60 000	73 878	-
	3 048 050	2 287 438	-
PRODUITS DISPONIBLES AU NATIONAL	1 937 768	4 232 651	2 737 710
CHARGES			
Salaires et charges sociales	1 200 000	1 227 386	1 040 304
Administration (annexe B)	480 750	523 589	438 186
Campagnes de financement et de recrutement	110 000	20 126	22 356
Comité national des jeunes	8 000	5 919	28
Communications et TI	70 000	52 695	68 372
Événements et rencontres statutaires (annexe C)	751 000	573 257	142 953
Organisation et tournées	15 000	25 591	10 500
	2 634 750	2 428 563	1 722 699
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AUTRES ÉLÉMENTS	(696 982)	1 804 088	1 015 011
AUTRES ÉLÉMENTS			
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 398)	(7 475)	(2 398)
Amortissement des actifs incorporels	(11 926)	(8 348)	(11 926)
Gain sur fermeture des instances	-	-	463 038
	(14 324)	(15 823)	448 714
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(711 306) \$	1 788 265 \$	1 463 725 \$

Parti Québécois

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

2022

2021

	Investi en immobili- sations corporelles et actifs incorporels	Non affecté	Total	Total
SOLDE, début de l'exercice	33 423 \$	331 345 \$	364 768 \$	(1 098 957) \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(15 823)	1 804 088	1 788 265	1 463 725
Investissement net en immobilisations	3 304	(3 304)	-	-
SOLDE, fin de l'exercice	20 904 \$	2 132 129 \$	2 153 033 \$	364 768 \$

Parti Québécois

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

2022

2021

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Excédent des produits sur les charges

1 788 265 \$ 1 463 725 \$

Éléments sans effet sur la trésorerie

Amortissement des immobilisations corporelles

7 475 2 398

Amortissement des actifs incorporels

8 348 11 926

Variation des indemnités de départ

816 (33 691)

Variation nette de l'avantage incitatif reporté

(5 962) (5 962)

Gain sur fermeture des instances

- (463 038)

1 798 942 975 358

Variation nette des éléments hors caisse
liés au fonctionnement (note 12)

(812 445) 4 417

986 497 979 775

ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles

(3 304) -

ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

Remboursement de la dette à long terme

- (949 985)

AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

983 193 29 790

ENCAISSE, début de l'exercice

528 624 498 834

ENCAISSE, fin de l'exercice

1 511 817 \$ 528 624 \$

Parti Québécois

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2022

1. AUTORISATION

Le Parti Québécois est un parti politique autorisé par le Directeur général des élections en vertu de la Loi électorale.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation des états financiers

Les états financiers du Parti ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et selon les directives du Directeur général des élections en cette matière.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Comptabilisation des produits

Les produits découlant des campagnes de financement et d'adhésion sont enregistrés dans l'exercice où les contributions sont effectuées et confirmées par le Directeur général des élections.

L'allocation du Directeur général des élections ainsi que les autres produits sont comptabilisés sur une base d'exercice.

Apports de services

Le fonctionnement du Parti dépend, en grande partie, des services de plusieurs bénévoles. Du fait que le Parti ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

Le Parti évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'il évalue au coût.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision. La valeur comptable ajustée ne doit pas être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode du solde décroissant aux taux suivants :

Matériel informatique	30 %
Mobilier et équipement	20 %

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût.

L'amortissement des logiciels est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode du solde décroissant au taux de 30 %.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable, c'est-à-dire qu'elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. Une perte de valeur doit se calculer comme le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur.

Avantages sociaux futurs

Indemnités de départ

Le coût des indemnités de départ liées aux services rendus par le salarié au cours de l'exercice correspond à la valeur actualisée des cotisations dues par le Parti à l'égard de ces services. Le solde net des indemnités de départ à payer est comptabilisé au bilan. Les gains et pertes actuariels et les coûts au titre des services passés sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils se produisent.

Les indemnités de départ à payer sont fondées sur un rapport d'évaluation actuarielle établi à des fins comptables.

Parti Québécois

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2022

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Avantages sociaux futurs

Régime interentreprises

Le coût du régime de retraite afférent aux services courants est porté à l'état des résultats au cours de l'exercice pendant lequel les cotisations sont payables par l'employeur. Le coût des services passés est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel la mise en place du régime a eu lieu ou au cours duquel une entente au sujet de la modification du régime a lieu.

Avantage incitatif reporté

L'avantage incitatif découlant du bail relativement aux locaux de l'instance nationale est reporté et amorti selon la méthode linéaire sur la durée du bail, soit jusqu'en 2030.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Parti sont composés de l'encaisse et du découvert bancaire.

3. CRÉANCES

	2022	2021
Directeur général des élections du Québec		
Campagnes de financement et d'adhésion	37 905 \$	29 986 \$
Remboursement des dépenses électorales	446 555	-
	484 460	29 986
Provision pour créances douteuses*	111 639	-
	372 821	29 986
À recevoir de l'agent officiel	222 684	-
Médias	34 812	-
Membres	-	197
Taxes à la consommation	219 937	32 992
	850 254 \$	63 175 \$

* Au 31 décembre 2022, une provision pour créances douteuses de 111 639 \$ (2021 - nulle) a été comptabilisée sur les créances ayant trait au remboursement des dépenses électorales.

Parti Québécois

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2022

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2022		2021
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette
Matériel informatique	453 929 \$	453 929 \$	- \$
Mobilier et équipement	1 582	158	1 424
	455 511 \$	454 087 \$	1 424 \$

5. ACTIFS INCORPORELS

	2022		2021
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette
Logiciels	650 504 \$	631 024 \$	19 480 \$

6. FACILITÉ DE CRÉDIT

Le Parti dispose d'une facilité de crédit, d'un montant autorisé de 625 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3 % et renouvelable annuellement.

La facilité de crédit est garantie par les sommes dues ou à devenir dues au Parti par le Directeur général des élections du Québec.

7. DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2022	2021
Comptes fournisseurs	53 572 \$	60 316 \$
Salaires et vacances courus	97 477	90 054
Sommes à remettre à l'État		
Retenues à la source et contributions	11 622	10 809
Autres retenues à la source	1 129	13 001
	163 800 \$	174 180 \$

Parti Québécois

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2022

8. CONTRIBUTIONS

	2022		2021	
	Nombre de donateurs	Total	Nombre de donateurs	Total
Sommes reçues à l'instance nationale	13 767	1 567 925 \$	7 057	495 576 \$

Au cours de l'exercice, aucune contribution en biens n'a été reçue.

9. ALLOCATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

	2022	2021
Allocation de l'État	1 763 720 \$	1 754 556 \$
Revenus d'appariement	250 000	250 000
Allocation électorale	1 054 865	-
Revenus d'appariement électoral	250 000	-
Remboursement des dépenses électorales	1 102 412	-
	4 420 997 \$	2 004 556 \$

10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Indemnités de départ

Le Parti a des ententes à prestations définies qui garantissent à certains employés le paiement d'avantages postérieurs à l'emploi sous forme d'indemnités de départ. Les indemnités de départ sont calculées à raison d'une semaine de salaire pour chaque période de douze mois de service sans excéder six semaines en cas de départ volontaire, et d'une semaine de salaire pour chaque période de douze mois de service sans excéder six mois en cas de congédiement.

Le Parti évalue ses obligations au titre des indemnités de départ à payer pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée en date du 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2022, un passif de 58 745 \$ (2021 - 57 929 \$) est constitué et une charge de 861 \$ (2021 - un gain de 33 691 \$) a été comptabilisée à cet effet.

Hypothèses actuarielles selon la moyenne pondérée au 31 décembre

	2022	2021
Indemnités de départ		
Taux d'actualisation	5,20 %	1,10 %
Taux de croissance de la rémunération	2,00 %	2,00 %

Parti Québécois

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2022

10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Régime interentreprises

Le Parti participe à un régime interentreprises à prestations définies garantissant le paiement de prestations de retraite. Ce régime, pour lequel les cotisations ont totalisé 18 061 \$ au 31 décembre 2022 (2021 - 20 950 \$), est comptabilisé comme un régime à cotisations définies puisque le Parti ne dispose pas des informations nécessaires pour pouvoir appliquer la comptabilité des régimes à prestations définies. Selon les dernières informations disponibles, le déficit du régime s'établit à 36 853 000 \$ au 31 décembre 2019. Ce déficit ne doit pas être assumé par le Parti et donc aucun montant n'est provisionné aux états financiers.

11. ENGAGEMENTS

Le Parti s'est engagé par bail et par contrats jusqu'en février 2030 pour la location de bureaux et d'équipement. Le solde des engagements suivant ce bail et ces contrats, incluant l'estimation des charges communes, s'établit à 1 603 315 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2023 -	224 592 \$
2024 -	215 072 \$
2025 -	218 886 \$
2026 -	221 719 \$
2027 -	223 840 \$

12. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors caisse liés au fonctionnement se détaille ainsi :

	2022	2021
Créances	(787 079) \$	(3 716) \$
Frais payés d'avance	(14 986)	690
Dettes de fonctionnement	(10 380)	7 443
	(812 445) \$	4 417 \$

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit découle principalement des créances.

Le risque auquel est exposé le Parti en raison de la concentration de crédit est limité étant donné qu'une partie des sommes sont à recevoir du Directeur général des élections.

13. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le Parti est exposé au risque de liquidité principalement en ce qui a trait à sa facilité de crédit et à ses dettes de fonctionnement.

Les besoins en liquidités sont gérés principalement par le biais des produits des campagnes de financement et d'adhésion et en recourant à la facilité de crédit. Le Parti établit des prévisions budgétaires afin de s'assurer de respecter ses obligations financières.

Risque lié au taux d'intérêt

Le Parti dispose d'une facilité de crédit comportant un taux d'intérêt variable. Conséquemment, il encourt un risque d'intérêts en fonction de la fluctuation du taux d'intérêt préférentiel.

14. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Parti Québécois

ANNEXES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

2022

2021

	Budget	Total	Total
A - AUTRES PRODUITS			
Recouvrement de taxes	50 000 \$	219 937 \$	32 992 \$
Autres	10 000	5 511	9 420
	60 000 \$	225 448 \$	42 412 \$
B - ADMINISTRATION			
Assurances	12 000 \$	11 762 \$	11 207 \$
Avance excédentaire DGEQ	-	-	731
Contributions non conformes et amendes	-	1 455	9 010
Dons sur le fonds électoral	3 750	-	-
Entretien et location d'équipement	33 000	29 697	29 754
Frais de déplacement	-	1 959	749
Intérêts et frais connexes	12 000	35 160	42 521
Internet	35 000	76 133	45 316
Loyer	170 000	198 922	172 509
Services professionnels	75 000	45 482	68 716
Téléphone	15 000	14 529	14 014
Timbres et papeterie	125 000	108 490	43 659
	480 750 \$	523 589 \$	438 186 \$
C - ÉVÉNEMENTS ET RENCONTRES STATUTAIRES			
Centre d'appels	50 000 \$	32 901 \$	34 893 \$
Congrès national	1 000	-	78 636
Conseil exécutif national	10 000	552	3 808
Conseils nationaux thématiques C.N.P.P.	75 000	66 964	25 616
Instances locales	75 000	-	-
Préparation et soirée électorale	540 000	472 840	-
	751 000 \$	573 257 \$	142 953 \$

Parti Québécois

Annexes

Exercice terminé le 31 décembre 2022

- 1- Sommes recueillies à l'occasion d'activités politiques**
- 2- Contributions du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022**
- 3- Emprunts d'électeurs**
- 4- Placements**
- 5- Établissement financier où sont déposées les sommes recueillis**
- 6- Cadre de référence relatif aux sources et à l'utilisation du financement**
- 7- Liste des solliciteurs**

Parti Québécois

Annexe 1

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Sommes recueillies à l'occasion d'activités politiques

Rapport d'activité politique

Nom de l'entité	LE PARTI Québécois	
Nature de l'activité	CAMP de Formation - Jeunes	Date de l'activité 06-08-2022
Adresse où s'est tenue l'activité	1900 Ave. McNeill, Shawinigan (Québec) G9N 6T8	

Billets vendus (détails par catégorie d'entrée)		Prix unitaire (B)	Somme recueillie (A) x (B)	Répartition	
Catégorie d'entrée	Nombre de billets (A)			À titre de revenu d'activité politique	À titre de revenu de contribution*
	48	35.73 \$	1715.00 \$	— \$	1715.00 \$
		\$ +	0 \$	— \$	— \$
		\$ +	0 \$	— \$	— \$
		\$ +	0 \$	— \$	— \$
Total des sommes recueillies à l'aide des billets vendus			= 1715.00 \$	= — \$	= 1715.00 \$
Contributions reçues en supplément des prix d'entrée			+ 0 \$		
Revenus accessoires (boissons, vestiaire, articles promotionnels, etc.)**			+ 0 \$		
Total des sommes recueillies (à remettre au [à la] représentant[e] officiel[le])			= 1715.00 \$		

* Seul le prix du premier billet vendu à une personne est considéré comme un revenu d'activité politique. Si une personne se procure plus d'un billet, le prix des billets supplémentaires doit être considéré comme un revenu de contribution, à l'exception des billets qu'une personne achète pour des personnes mineures. Toute personne qui achète plus d'un billet doit avoir la qualité d'électeur.

Dépenses engagées pour cette activité (inscrire les dépenses engagées et joindre les pièces justificatives)		
Salle + chambres	2,176.12 \$	
Impression des billets	+ — \$	
Publicité	+ — \$	
Nourriture et boissons	+ — \$	
Son et éclairage	+ 1982.29 \$	
Assurances	+ — \$	
Dépenses payées à même la petite caisse (fournir les détails)	+ — \$	
Autres (décrire)	+ — \$	
Total des dépenses	= 4158.41 \$	

** Détail des revenus accessoires				
Nature	Coût d'achat unitaire	Quantité vendue	Prix de vente unitaire	Total
				0
				0
				0
Total				0

Responsable de l'activité	J-S Marchand	
Date du rapport	7 juin 2023.	Signature Original signé

Représentante officielle ou représentant officiel	Mathieu Loiseleur	
Date	7 juin 2023	Signature Original signé

Parti Québécois

Annexe 2

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Contributions du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

Parti Québécois

Annexe 3

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Emprunts d'électeurs

N/A

Parti Québécois

Annexe 4

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Placements

Caisse populaire du Quartier Latin : 1,231,177,09\$

Parti Québécois

Annexe 5

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Établissement financier où sont déposées les sommes recueillies

**Caisse populaire du Quartier Latin de Montréal
1255, rue Berri
Montréal (Qc) H2L 4C6**

**No. De compte :
No. De compte :**

Parti Québécois

CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT

Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, bulletin B-1

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2022

SOURCES DE FINANCEMENT								
Entités autorisées			Parti (audité)		Instances (non auditées)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
Financement du directeur général des élections	Référence à la <i>Loi électorale</i>		Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, ch. II	Art. 82, et 82.1	1 747 950,00	2 157 276,61				0,0%
Revenus d'appariement		Art. 82.2	250 000,00	250 000,00			500 000,00	7,7%
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, chap. II Art. 112		15 770,09				15 770,09	0,2%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I			-		-	-	0,0%
Montant total du financement du directeur général des élections			2 013 720,09	2 407 276,61		-	4 420 996,70	67,8%
Revenus autonomes	Tableau I		2 099 346,26		-		2 099 346,26	32,2%
Transferts des entités autorisées			-		-		-	
Montant total du financement du parti et des instances			4 113 066,35	2 407 276,61	-	-	6 520 342,96	100%
Financement total			6 520 342,96		-			

UTILISATION DU FINANCEMENT								
Dépenses		Parti (audité)	Instances (non auditées)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées		
			Annuelle \$	Électorale \$			Annuelle \$	Électorale \$
		Tableau II	1 316 953,43		-		1 316 953,43	20,2%
Administration courante			584 558,14		-		584 558,14	9,0%
Confection et diffusion de la publicité			-				-	0,0%
Recherche, collecte et analyse de données			462 621,79		-		462 621,79	7,1%
Coordination de l'action politique			-		-		-	
Transferts aux entités autorisées				2 367 815,69		-	2 367 815,69	36,3%
Dépenses ayant trait aux élections			130,00		-		130,00	0,0%
Autres dépenses								
Total des dépenses du parti et des instances			2 364 263,36	2 367 815,69	-	-	4 732 079,05	72,8%
Dépenses totales			4 732 079,05					
Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses			1 788 263,91		-		1 788 263,91	
Annuelles : 1 748 802,99 \$ Électorales : 39 460,92 \$								
Variation du financement en fonction des postes du bilan								
Augmentation (diminution) de la trésorerie		Tableau III	983 192,64		-		983 192,64 \$	15,1%
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autres que la trésorerie			805 071,27		-		805 071,27 \$	12,3%
Acquisition (disposition) des actifs à long terme					-		- \$	0,0%
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme					-		- \$	0,0%
Financement total utilisé			6 520 342,96		-		6 520 342,96 \$	100%

Déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

27 JUIN 2023
Date

Original signé

Signature

Parti Québécois
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2022

TABLEAU I : REVENUS

	Parti (exercice courant) Audité		Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité
	\$		\$	\$
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES				
Avances et remboursements du directeur général des élections	-		-	-
Moins : remboursement d'avances excédentaires	-		(730,86)	-
Total du remboursement des dépenses électorales	-		(730,86)	-
REVENUS AUTONOMES				
Contributions	1 567 824,57		495 585,97	-
Adhésion (cartes de membres)	304 359,00		196 156,00	-
Revenus d'activités de financement (revenu de compensation)	-		-	-
Revenus d'activités politiques	1 715,00		10 440,00	-
Revenus accessoires	-		-	-
Remboursement de TPS et TVQ	219 938,44		32 991,75	-
Intérêts gagnés	5 360,22		2 404,48	-
Autres revenus (préciser)	-		463 037,65	-
Autres revenus (préciser)	151,03		7 015,62	-
Total des revenus autonomes	2 099 346,26		1 206 631,47	-
TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES				
Des instances au parti	-		-	-
Cession du remboursement des dépenses électorales	-		-	-
Autres revenus de transferts	-		-	-
Total des transferts des instances au parti	-		-	-
Du parti aux instances	-		-	-
Entre instances	-		-	-
Total des transferts	-		-	-

TABLEAU II : DÉPENSES

	Parti (exercice courant) Audité	Parti Dépenses préélectorales (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité
	\$	\$	\$	\$
ADMINISTRATION COURANTE				
Salaire et charges sociales				
Direction générale et personnel d'encadrement	281 400,04		266 542,50	-
Recrutement de membres et financement	53 837,00		34 893,49	-
Personnel administratif et informatique	295 250,87		221 015,66	-
Charges sociales	151 280,62		109 462,30	-
Total partiel	781 748,53		631 913,95	-
Honoraires et autres rémunérations				
Administration	-		26 759,26	-
Vérification (audit)	35 009,69		36 119,40	-
Juridiques	1 056,43		260,11	-
Autres (préciser)	10 435,41		5 837,63	-
Total partiel	46 501,53		68 976,42	-
Locaux et frais afférents				
Loyer	187 721,96		172 508,66	-
Taxes foncières et assurances	11 761,89		11 207,37	-
Entretien et réparations	8 603,83		8 126,22	-
Chauffage et électricité	11 200,26		-	-
Amortissement des bâtiments et améliorations locatives	-		-	-
Perte sur la disposition d'immobilisation	-		-	-
Total partiel	219 287,94		191 842,24	-
Fonctionnement				
Télécommunications	90 661,56		59 330,13	-
Secrétariat et frais de bureau	108 489,55		23 706,44	-
Location et entretien du matériel	21 093,32		21 627,82	-
Frais de déplacement et de représentation	6 688,50		6 526,85	-
Amortissement du mobilier et du matériel	7 475,03		2 398,00	-
Amortissement des logiciels et sites Web	-		-	-
Total partiel	234 387,96		113 591,24	-
Frais financiers				
Intérêts sur emprunts	-		26 442,48	-
Frais de service et d'administration	35 025,27		16 078,65	-
Total partiel	35 025,27		42 521,13	-
Autres (préciser)	-		-	-
Total pour l'administration courante	1 316 953,43		1 046 844,98	-

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti (exercice courant) Audité	Parti Dépenses préélectorales (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité
	\$	\$	\$	\$
CONFECTION ET DIFFUSION DE LA PUBLICITÉ				
Publicité – journaux et périodiques	132 744,37	-	102 874,51	
Publicité – télévision	31 701,79	-	7 954,63	
Publicité – radio	-	-	-	-
Publicité – médias sociaux et Internet	14 702,35	-	38 349,32	
Publicité – objets, écrits ou matériel publicitaire	-	-	-	
Diffusion d'un programme politique	8 348,00	-	11 926,00	
Salaires, charges sociales et honoraires professionnels	4 599,00	-	23 681,07	
Matériel promotionnel	-	-	-	
Relations publiques	-	-	-	
Autres (préciser)	392 462,63	392 462,63	-	
Total pour la confection et la diffusion de la publicité	584 558,14		182 785,53	
RECHERCHE, COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES				
Sondages et études	-	-	-	
Constitution de banques de données, modélisation et optimisation des moteurs de recherche	-	-	-	
Développement et acquisition de logiciels et sites Web	-	-	-	
Services d'appel aux électeurs(-ices)	-	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
Total pour la recherche, la collecte et l'analyse de données	-	600 000,00	-	
COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE				
Rémunération – salaires, honoraires et charges sociales	366 730,41	-	340 407,01	
Activités de financement	-	-	-	
Activités politiques	4 159,41	-	89 076,18	
Frais de participation : réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	91 732,97	-	76 609,92	
Autres (préciser)	-	-	-	
Total partiel	462 621,79		506 093,11	
Dépenses liées à la campagne à la direction	-	-	-	
Moins : Remboursement des dépenses de campagne (article 86, 9°)	-	-	-	
Total partiel	-		-	
Total pour la coordination de l'action politique	462 621,79		506 093,11	
TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES				
Des instances au parti	-	-	-	
Du parti aux instances	-	-	-	
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
Autres dépenses de transfert	-	-	-	
Total des transferts du parti aux instances	-		-	
Total des transferts aux entités autorisées	-		-	
DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS				
Transferts aux agent(e)s officielle(s)	2 518 400,00	-	-	
Dépenses postélectorales	91 419,03	-	-	
Dépenses électorales attribuables aux agent(e)s officielle(s)	-	-	-	
Moins : Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-	-	-	
Dépenses électorales remboursées par les agent(e)s officielle(s)	-	-	-	
Fermeture du fonds électoral	(242 003,34)	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
Total des dépenses ayant trait aux élections	2 367 815,69		-	
AUTRES DÉPENSES				
Contributions non conformes d'un exercice précédent	130,00	-	9 010,00	
Amendes et pénalités	-	-	-	
Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	-	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
Total des autres dépenses	130,00		9 010,00	
Total des dépenses du parti et des instances	4 732 079,05		1 746 733,62	

TABEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité		Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$		\$	\$
Encaisse (déouvert d'encaisse)	280 349,75		202 537,56	-
Petite caisse	290,00		790,00	-
Placements encaissables sur demande	1 231 177,09		325 296,64	-
Marge(s) de crédit bancaire				-
Total de la trésorerie	1 511 816,84		528 624,20	-
Variation de la trésorerie			983 192,64	-

Déclarations pour le rapport financier d'un parti autorisé
Signature et déclaration du représentant officiel ou de la représentante officielle

Je, MATHIEU LOISEAU
Prénom Nom
représentant(e) officiel(le) du parti politique autorisé LE PARTI QUÉBÉCOIS
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la Loi électorale.
2. Toutes les contributions reçues ont été versées par des électeurs en conformité avec les dispositions de la section II du chapitre II de la Loi.
3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.
4. Toutes les sommes reçues pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la Loi.
5. Si applicable, toutes les sommes reçues du directeur général des élections ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.
6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants et aux dépenses électorales. L'allocation a également servi à rembourser le capital des emprunts (art. 83).
7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la Loi. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.
8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la Loi.
9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier à l'exception des dépenses électorales.
10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité de la représentante officielle ou du représentant officiel.
11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.
12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 83 (1) au cours de la période l'ont fait personnellement et volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.
13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.

Original signé

Signature de la représentante officielle ou du représentant officiel

le 27 JUIN 2023

Date

Signature et déclaration de la ou du chef de parti

Je, PAUL ST-PIERRE PLAMONDON
Prénom Nom
chef du parti politique autorisé LE PARTI QUÉBÉCOIS
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai pris connaissance des règles liées au financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions leur obligation de respecter les règles liées au financement.
3. J'ai pris connaissance des pratiques de sollicitation de mon parti et je juge qu'elles sont conformes à la Loi.
4. J'ai transmis à la représentante officielle ou au représentant officiel toute l'information financière lui permettant de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements requis sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel.
7. Je confirme qu'à ma connaissance, la représentante officielle ou le représentant officiel a réalisé son mandat conformément à la Loi.

Original signé

Signature de la ou du chef de parti

le 27 JUIN 2023

Date